

4.2- L'inflation par la demande

L'explication de l'inflation par la demande est mise par les théories keynésiennes. L'inflation est due à un excès de demande par rapport à l'offre. C'est une hausse des prix induite par une demande globale excédentaire par rapport à l'offre globale.

L'excès de la demande peut être dû à une hausse des salaires, du crédit, des dépenses publiques par l'État pour soutenir surtout les activités publiques ou de la demande extérieure des produits exportés et qui sont bien demandés à l'intérieur des pays. L'offre peut également se réduire à cause d'une pénurie des facteurs de productions, d'une formation insuffisante de la main-d'œuvre qualifiée ou faible capacité de production des entreprises. J.M. Keynes a mis en évidence ce phénomène en donnant l'exemple de l'économie de guerre où les facteurs de production sont orientés vers l'armement, entraînant ainsi une réduction de l'offre globale des biens de consommation et par conséquent une hausse de coûts.

4.3- L'inflation par les coûts (liée à l'offre)

L'inflation par les coûts implique une hausse des coûts des facteurs de productions (matières premières, composants de production, énergie, salaires, impôts et taxes, inflation importée, etc.) ce qui mène à une augmentation des prix. En contrepartie, les entreprises seront obligées d'augmenter les prix de vente pour maintenir leurs marges bénéficiaires ce qui entraînera une hausse des prix et ainsi l'inflation.

4.4- L'inflation par les structures

L'inflation peut également être un phénomène structurel dû aux symptômes des déséquilibres de l'économie et aux dysfonctionnements des marchés. L'inflation peut être provoquée par l'existence des entreprises monopolistiques ou d'oligopolistiques qui dominent le marché et impose la hausse des prix, comme l'inflation est la conséquence des taxes élevées aux importations, d'un système de protection sociale qui assurent des salaires élevés.

4.5- L'inflation importée

C'est une inflation qui provient d'un autre pays par le biais des importations. La hausse de prix des produits importés a un impact inflationniste sur les prix à l'intérieur du pays (l'exemple de la hausse des prix du pétrole et des matières premières). De même la dépréciation de la monnaie fait augmenter le prix des biens importés.

1. Les conséquences de l'inflation.

5.2 – Avantages

Parmi ces avantages, on peut dire qu'un niveau modéré de l'inflation permet :

- D'investir davantage : cette hausse des prix va entraîner une hausse des salaires, ce qui va inciter les entreprises à investir et par conséquent améliorer la croissance économique. Également pour les ménages qui vont avoir tendance à placer leurs liquidités au lieu de les thésauriser, car les agents cherchent à se débarrasser d'une monnaie qui perdra de la valeur.
- D'augmenter la consommation des ménages qui anticipent une conduite de la hausse des prix dans l'avenir en dépensant plus rapidement.
- D'alléger les dettes puisque l'inflation permet aux emprunteurs de rembourser leurs dettes en valeur nominale comme s'il s'agissait de valeur réelle.
- De réduire le taux de chômage : l'inflation, moteur de l'investissement, peut induire une croissance de la production et améliorer le marché d'emploi. Un haut niveau d'emploi apparaît compatible avec un taux d'inflation élevé (ceci est décrit par la courbe de Phillips : relation inverse entre l'inflation et le chômage). L'inflation peut empêcher certains travailleurs d'être licenciés dans les activités ou secteurs les plus demandés.
- De réduire le déficit budgétaire par l'augmentation des recettes fiscales : l'inflation gonfle artificiellement l'assiette des impôts (hausse des salaires, des bénéfices, des prix) ce qui aboutit à leur accroissement (IR, IS, TVA).
- D'améliorer la balance des opérations courantes : l'inflation favorise l'exportation des biens et services puisque le coût de ces exportations est moins cher à l'extérieur du fait de la dépréciation de la monnaie nationale face aux monnaies des partenaires étrangers commerciaux, ce qui permettra de freiner les importations dont le coût est plus cher en faveur de la production locale.

5.2 - Limites

Parmi ces limites, on peut citer :

- La pénalisation des épargnants : si le taux d'intérêt est inférieur au taux d'inflation, les emprunteurs remboursent moins en termes réels parce que l'inflation favorise

l'emprunteur au détriment de l'épargnant. Également, l'inflation pénalise le pouvoir d'achat des agents économiques ayant des revenus fixes (les rentiers, les retraités, etc.)

- La diminution la compétitivité des produits exportés : l'inflation peut défavoriser la balance des paiements du pays : si le taux d'inflation d'un pays est supérieur à celui de ses concurrents, ses produits deviendront moins compétitifs sur les prix, ce qui entraîne une baisse des recettes d'exportation et une augmentation des dépenses d'importation.
- La pénalisation de la croissance économique : l'inflation peut être la résultante d'un déséquilibre économique. On parle notamment d'une inflation par les structures, d'une conjoncture économique difficile et des crises cycliques qui poussent les prix souvent vers la hausse ce qui va impacter la croissance économique.

2. Les politiques anti- inflationnistes.

L'État vise à instaurer la stabilité des prix par la lutte contre l'inflation par :

6.1- la politique budgétaire
Cette politique consiste à réduire la demande qui peut être trop excessive en maîtrisant les dépenses publiques et/ou augmenter les recettes fiscales surtout la T.V.A en vue diminuer la consommation des ménages.

6.2- la politique monétaire :

Grâce à cette politique, l'État pourrait limiter la masse monétaire en circulation par :

- L'augmentation du taux d'intérêt, ce qui rendra le coût de prêt de la banque élevé, la demande de crédit se réduira, la masse monétaire se baissera et par conséquent, on aura une diminution du taux d'inflation.
- L'augmentation de réserves obligatoires en vue d'absorber une partie de la masse monétaire en circulation.
- La banque centrale peut imposer des quotas de volumes de

crédit aux banques commerciales dont l'objectif est de limiter octroyés aux ménages et aux entreprises.

6.3 – La concurrence loyale.

L'État peut encourager la concurrence loyale par la lutte contre les oligopoles, les monopoles, les ententes en fixant certains produits de consommation de première nécessité (le pain, le lait, l'Énergie, etc.) tout en mobilisant le conseil de concurrence.